

La guerre est déclarée: le gouvernement Heath à l'épreuve des mineurs, 1972-1974

Laetitia Langlois

► **To cite this version:**

Laetitia Langlois. La guerre est déclarée: le gouvernement Heath à l'épreuve des mineurs, 1972-1974. Non spécifié, 2010, Non spécifié. hal-03123093

HAL Id: hal-03123093

<https://hal.univ-angers.fr/hal-03123093>

Submitted on 27 Jan 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La guerre est déclarée : le gouvernement Heath à l'épreuve des mineurs, 1972-1974

A son arrivée au pouvoir au mois de juin 1970, Edward Heath, nouveau Premier ministre conservateur, promettait de mettre en place une « révolution tranquille ». Cette révolution devait changer de manière radicale mais en douceur la culture politique de la société britannique : retrait progressif de l'état du secteur public, fin des aides systématiques aux entreprises déficitaires, et surtout thème central de la campagne conservatrice, fin de la « dictature syndicale ». C'est tout un nouveau projet de société que proposait le Parti conservateur qui allait bouleverser le consensus d'après-guerre et redéfinir de nouveaux rôles pour les différents acteurs de la vie économique. Moins de quatre ans plus tard, c'est un gouvernement en pleine déconfiture et à bout de souffle qui devait quitter le pouvoir et laisser place au retour d'un gouvernement travailliste dirigé par Harold Wilson. Au cœur de cette humiliation se trouvaient deux conflits avec le syndicat des mineurs. Bien moins connus que la grève des mineurs de 1926 ou celle de 1984-85 qui opposa les mineurs au gouvernement de Margaret Thatcher, ces deux conflits représentent néanmoins selon Andrew Taylor, "*pivotal events for British politics*¹." Ils se démarquent tout d'abord du fait de leur durée, des méthodes utilisées et de leur issue : les conflits des mineurs de 1972 et 1974 représentent, comme la grande grève de 1926, le défi absolu à la loi et à l'autorité du gouvernement. L'intransigeance et la détermination des ouvriers menèrent directement à la chute d'un gouvernement confortablement élu quatre ans plus tôt. Autre fait marquant de ces deux conflits, ils représentèrent l'entrée brutale dans l'ère de la contestation la plus radicale et la plus violente. Avec le conflit des mineurs la grève ne consistait plus simplement à arrêter le travail et à revendiquer, la grève se faisait guerre et reposait sur trois principes : violence, paralysie de l'économie et sentiment d'anarchie. La première grève des mineurs en 1926 avait déjà mis en lumière ce syndicalisme révolutionnaire qui usait de la force dans sa lutte contre les organisations patronales. Le principe d'action directe n'était pas nouveau mais connaissait un regain palpable, visible et réel en ce début de décennie 1970. L'explosion de violence constatée sur les piquets de grève pendant les conflits des mineurs – notamment celui de 1972 – provoquait le choc et l'émoi. Face à ce déchaînement de violence, le gouvernement resta comme paralysé par la peur et la panique, incapable d'élaborer une réponse cohérente et efficace. L'impréparation se conjugua à la stupéfaction et à l'incompréhension. A aucun

¹ Andrew Taylor, *The NUM and British Politics, vol. 2, 1969-1995*, Aldershot, Ashgate, 2005, p. 51.

moment, le gouvernement n'eut recours à la force ou à l'armée pour ramener l'ordre sur les piquets de grève. Mais si aucune violence « traditionnelle » ne fut utilisée contre les mineurs, c'est une autre forme de violence dont fit preuve le gouvernement conservateur. Sous des modes opératoires différents, la violence caractérisait aussi bien le pouvoir que les syndicats. Pourquoi cette violence se manifesta-t-elle en ce début de décennie 1970 ? Que dit-elle de la société britannique, de l'exercice du pouvoir et du rapport à l'Etat ? Cet article tentera de répondre à ces questions en développant l'hypothèse principale que l'explosion de violence fut avant tout la manifestation d'une détresse et d'une anxiété profondes face aux changements de société impliqués par l'arrivée du nouveau gouvernement conservateur.

I) LA POLITIQUE DE LA DISCORDE

Pour les syndicats, la nouvelle du retour d'un gouvernement conservateur était peu rassurante. L'une des mesures phare de leur campagne était l'*Industrial Relations Bill* un projet qui visait à encadrer de manière très stricte le recours à la grève et à rendre responsables de leurs actes et donc passibles d'amendes ou de peines de prison les membres des organisations syndicales. L'*Industrial Relations Bill* fut présenté au Parlement par le ministre du Travail et de l'Emploi, Robert Carr, au mois de décembre 1971 et Carr annonça clairement qu'aucune négociation autour du texte n'était envisageable. C'est donc une attitude d'inflexibilité qu'adopta le gouvernement conservateur au début de son mandat. D'autant plus que parallèlement le gouvernement annonçait une politique industrielle centrée autour de la lutte contre les « canards boiteux » (*"lame ducks"*) – ces entreprises publiques déficitaires qui absorbaient des sommes d'argent astronomiques – et promettaient de ne plus leur venir en aide. Désormais seules les entreprises les plus compétitives et les plus dynamiques recevraient l'aide de l'Etat. Ce discours de fermeté et d'autorité qui succédait au discours plus modéré des années d'après-guerre a créé un cadre propice à l'affrontement où les deux acteurs de la lutte – gouvernement et syndicats – voyaient dans l'autre l'ennemi à abattre. L'année 1970 marque nettement le début d'une confrontation entre deux déterminations et deux volontés : la détermination du gouvernement à en finir avec les conflits sociaux n'avait d'égal que la détermination des syndicats à lutter pour conserver leur influence et obtenir de meilleurs salaires. Malgré un contexte économique fragile et un fort taux de chômage, les syndicats n'étaient pas prêts à abandonner leurs revendications. Selon Michael Moran, auteur de *The Politics of Industrial Relations*, les syndicats percevaient l'*Industrial Relations Bill* comme une atteinte frontale à leur liberté de grève et comme une tentative de les exclure du champ

des négociations. Depuis la fin de la guerre, ils jouissaient d'une place centrale dans la gestion économique du pays dans la mesure où l'époque encourageait les discussions et négociations tripartites. Les syndicats étaient systématiquement consultés et toute décision concernant les salaires par exemple étaient prises avec leur accord. L'*Industrial Relations Bill* semblait mettre fin à cette tradition de dialogue et d'échange². La violence politique initiée par le gouvernement conservateur à travers des discours et des projets de loi a nourri la colère et l'amertume des ouvriers, deux sentiments au cœur de la violence des conflits industriels qui ont marqué les années Heath.

Les mineurs : le réveil militant

Parmi les mineurs, l'amertume en réalité ne datait pas d'Edward Heath, elle était le fruit d'une histoire plus ancienne qui remontait notamment à la grande grève de 1926³. Sans doute cette grève fut-elle le conflit social le plus spectaculaire du début du XXème siècle et elle restait fortement ancrée dans la mémoire des mineurs. Plusieurs raisons expliquent l'impact de cette grève : premièrement, elle mena au mois de mai à la première grève générale que connut le Royaume-Uni. Ensuite, elle mobilisa plus d'un million de mineurs pendant de longs mois et se révéla être un combat âpre et violent. Enfin, dernière raison de son impact, cette grève se solda par un échec et les mineurs durent reprendre le travail sans que leurs revendications ne soient satisfaites. Non seulement, ils n'avaient pas eu gain de cause mais en plus les conditions de travail devinrent plus difficiles (horaires plus longs, salaires moindres) et l'emploi dans l'industrie minière connut une nette baisse dans les années 30. Par conséquent, si 1926 rappelait aux mineurs leur extraordinaire capacité de mobilisation et d'action, cette grève évoquait donc aussi le douloureux souvenir d'un échec et d'une humiliation infligés par un gouvernement conservateur. Les ennemis de Heath étaient donc les héritiers des mineurs de 1926 bien décidés à réparer l'outrage fait à leurs aînés et à obtenir enfin des salaires décents et une reconnaissance de la dureté de leur travail.

Pour William Ashworth, historien de l'industrie minière, la mobilisation des mineurs en 1970 s'explique par cette accumulation de rancœurs nées de l'échec de 1926, de la nationalisation des mines qui survint plus tard et de la crise du secteur minier en général. Les fermetures de mines s'étaient accélérées sous le gouvernement Wilson et le taux de chômage dans le secteur

² Michael Moran, *The Politics of Industrial Relations: The Origins, Life and Death of the 1971 Industrial Relations Act*, Londres et Basingstoke, Macmillan, 1977, p. 92.

³ Voir Keith Laybourn, *The General Strike of 1926*, Manchester, Manchester University Press, 1993.

minier était parmi les plus élevés⁴. L'autre source de colère concernait la baisse des salaires. En 1970 ils gagnaient en moyenne 3% de moins que les ouvriers issus d'autres secteurs industriels⁵. C'est ce que Victor Feather, secrétaire général du Trades Union Congress, expliqua à Edward Heath lorsque ce dernier lui demanda la raison de la colère des mineurs : "they felt themselves to have been demoted in the wages league table"⁶. Sous l'effet conjugué de la baisse des salaires et de conditions de travail extrêmement pénibles, les mineurs nourrissaient un sentiment d'injustice qui favorisait une prise de position plus radicale. La baisse des salaires n'était pas le résultat de la politique des conservateurs, elle avait commencé dès 1966, suite à l'adoption par le *National Union of Mineworkers* (NUM) du *National Power Loading Agreement* (NPLA), un système de calcul des salaires qui visait à une plus grande équité entre les mineurs mais qui par voie de conséquence pénalisait les mineurs les mieux lotis, comme ceux du Kent par exemple⁷. Il en allait de même pour la politique de fermeture des mines qui avait commencé sous le gouvernement Wilson. Les mineurs reconnaissaient bien volontiers que le gouvernement Wilson avait une part de responsabilité non négligeable dans leur situation mais comme le note Malcolm Pitt - président du NUM dans le Kent, membre du Parti communiste et auteur d'un ouvrage sur les mineurs du Kent - beaucoup d'hommes étaient réticents à l'idée de se mobiliser contre un gouvernement travailliste dans la mesure où, c'est important de le préciser, les syndicats y étaient encore très puissants et très influents. L'arrivée du gouvernement conservateur mettait fin à cet obstacle politique majeur⁸. Libérés d'un sentiment de loyauté vis-à-vis du gouvernement travailliste, les mineurs pouvaient désormais laisser éclater leurs frustrations et s'inscrire dans un processus de lutte. Mieux, face à un gouvernement conservateur, la contestation et l'opposition devenaient légitimes.

Le premier acte de la lutte eut lieu au mois de septembre 1971 lorsque le NUM fit part d'une demande d'augmentation des salaires de 47%. Le *National Coal Board* (NCB) rejeta l'offre et dans le contexte de la politique N-1⁹, il n'était prêt à offrir que 8%¹⁰. Les mineurs démarrèrent alors une grève des heures supplémentaires et un mois plus tard, le 21 octobre 1971,

⁴ William Ashworth et Mark G. Pegg, *The History of the British Coal Industry, vol. 5: 1946-1982, The Nationalized Industry*, Oxford, Clarendon Press, 1986, p. 299.

⁵ Ibid., p. 304.

⁶ National Archives, PREM 15/967: record of the Prime Minister's meeting with Victor Feather, 15 février 1972.

⁷ W. Ashworth, *Op. Cit.*, p. 294.

⁸ Malcolm Pitt, *The World On Our Backs. The Kent Miners and the 1972 Miners' Strike*, Londres, Lawrence & Wishart, 1979, p. 107.

⁹ Dans le cadre de la lutte contre l'inflation, le gouvernement avait instauré la politique N-1 qui consistait à faire en sorte que chaque accord salarial soit 1% inférieur à l'accord précédent.

¹⁰ W. Ashworth, *Op. Cit.*, p. 304.

l'intervention du secrétaire général du NUM, Lawrence Daly, lors du congrès national faisait résonner la voix des mineurs en colère :

“Finally, we have all to remember that the entire trade union movement has its eyes on the miners today. We are in the vanguard, because a whole number of other unions large and small are awaiting the outcome of the miners’ struggle and the miners’ settlement, because they know if we cannot break through Conservative wages policy that they may be left isolated and beaten down as the postal workers were earlier this year. So we are fighting not only for the interests of the miners and their families, we are fighting for the rest of the trade union movement, and on the basis of our struggle I believe it is possible to create a broad unity in the trade union movement that will smash Conservative economic policy and help pave the way for the defeat of the Tory Government and return a Labour Government which will introduce economic policies that can receive the full support of the trade union movement.”¹¹

Les deux mots d'ordre étaient unité et combativité. Tout d'abord, les mineurs se sentaient investis d'une mission comme si le sort de l'ensemble de la classe ouvrière reposait sur eux. Ensuite, ce discours met en lumière la dimension politique de la lutte. La demande de revalorisation salariale s'accompagnait d'un appel clair à l'élimination du gouvernement conservateur. Il ne s'agissait pas juste de combattre une politique mais un gouvernement et une philosophie. Le vote sur la tenue d'une grève nationale eut lieu le 2 décembre : 58,8% des mineurs votèrent pour, 41,2% contre¹². Malgré les appels de Daly à l'unité et à la combativité, le résultat témoignait davantage d'une certaine fébrilité et d'un doute quant au bien-fondé d'un conflit national.

Le gouvernement accueillit avec joie la nouvelle de ce résultat serré. Pour Robert Carr le résultat du vote confirmait que le conflit serait de courte durée et sans impact réel sur l'économie. Lors d'une réunion du gouvernement il faisait le constat suivant à ses collègues: *“support is concentrated in the traditionally militant areas; any strike, therefore, might not prove in the event to be on a national basis. Coal stocks are in any case high”¹³*. C'est dans cette atmosphère de relative désinvolture que les mineurs entamèrent leur mouvement de grève le 9 janvier 1972. La presse conservatrice aussi semblait faire peu de cas du mouvement des mineurs. Le *Times* jugeait le pouvoir des mineurs bien faible et affirmait que le mouvement causerait *“only marginal disruption”¹⁴*. *The Economist* considérait que le mouvement aurait pour seule conséquence de fermer davantage de mines¹⁵. Pour les observateurs comme pour le gouvernement, le mouvement des mineurs était voué à l'échec et

¹¹ Cité dans M. Pitt, *Op. Cit.*, p. 112.

¹² V. Allen, *Op. Cit.*, p. 54.

¹³ National Archives, CAB 128/49: Miners' strike, 2 décembre 1971.

¹⁴ *The Times*, 6 janvier 1972.

¹⁵ *The Economist*, 8 janvier 1972.

s'essoufflerait de lui-même. Cette erreur fondamentale de jugement fut la première erreur du gouvernement car en sous-estimant la force du NUM et sa détermination, le gouvernement ne s'est pas préparé à un conflit dur et long et n'a pas anticipé les difficultés qui allaient se présenter. Robert Carr avoua avoir pêché par excès d'ignorance :

“Our intelligence about the strength of opinion within the miners’ union generally was not as good as it should have been [...] We just didn’t know the miners. They hadn’t been to St James’s Square, the old home of the Ministry of Labour, for nearly fifty years.”¹⁶

La stratégie du gouvernement au début de ce conflit était simple et se résumait en un mot : la distance. Bien que l'industrie minière fût une industrie nationalisée, le gouvernement avait refusé d'intervenir dans les négociations, laissant au NCB le soin de régler ce conflit. La distance véhiculait une image de confiance et de sérénité qui faisait partie d'une stratégie élaborée par les conseillers du Premier ministre. Une note confidentielle du 18 janvier 1972 décrit les trois points de cette stratégie. Tout d'abord, le gouvernement *“should appear neither over anxious over the strike nor indifferent to promoting a settlement.”* Ensuite, le gouvernement devait se garder d'intervenir dans le conflit pour éviter toute confrontation avec les mineurs *“and should leave the day-to-day handling of developments to the NCB.”* Enfin, troisième et dernier point mentionné dans ce rapport, *“the ultimate resumption of work should be on the basis of concessions no greater than those on offer to the miners before the strike.”¹⁷*

Le gouvernement faisait confiance à Joe Gormley et à la branche modérée du NUM pour trouver une issue rapide au conflit. Mais ce fut là l'autre erreur du gouvernement : croire que le pouvoir résidait entre les mains du président alors que le vrai pouvoir était chez les délégués syndicaux qui étaient en contact quotidien avec les mineurs. Si Joe Gormley était à la tête du NUM, il n'en demeure pas moins que c'est la branche radicale menée par des hommes comme Lawrence Daly, Mick McGahey ou Arthur Scargill, qui prit les commandes du conflit et décida de la stratégie à adopter pour faire plier le gouvernement. C'est ainsi qu'Arthur Scargill – mineur du Yorkshire – devint le héros de cette lutte. C'est lui qui radicalisa le conflit et fit voler en éclats la stratégie du gouvernement. Pour Scargill, tout conflit social était une guerre qui visait à anéantir la partie adverse. C'est pourquoi contre toute attente le conflit prit rapidement une tournure bien différente en termes de durée mais aussi en termes de violence.

¹⁶ Propos cités dans Philip Whitehead, *The Writing on the Wall: Britain in the Seventies*, Londres, Joseph, 1985, p. 74.

¹⁷ National Archives, CAB 128/50: Miners' Strike, 18 janvier 1972.

II) QUAND LA GREVE SE FAIT GUERRE : LES CONFLITS DE 1972 ET 1974

Au mois de janvier 1972, les piquets de grève se multiplièrent à travers le pays pour bloquer l'accès aux mines de charbon et empêcher tout transport de combustibles. Dans certains cas, des bus entiers de mineurs venus de différentes régions étaient affrétés pour bloquer les dépôts de charbon les plus importants. C'est Arthur Scargill qui était à l'origine de cette technique du piquet de grève mobile ("*flying picket*"). Il l'avait utilisée en 1969 avec succès lors d'une grève des mineurs dans le Yorkshire et c'était selon lui le seul moyen de faire pression sur le gouvernement :

*"We were not playing cricket on the village green like they did in '26. We were out to defeat Heath and Heath's policies because we were fighting a government. Anyone who thinks otherwise was living in cloud-cuckoo land. We had to declare war on them and the only way you could declare war was to attack the vulnerable points. They were the points of energy; the power stations, the coke depots, the coal depots, the points of supply. And this is what we did. Well, the miners' union was not opposed to the distribution of coal. We were only opposed to the distribution of coal because we wished to paralyse the nation's economy. It's as simple as that."*¹⁸

C'est à la lumière de cette déclaration de guerre qu'il faut analyser les événements qui se déroulèrent par la suite. Le piquet de grève est alors devenu le lieu symbole chargé en émotions diverses, le lieu où se concentraient les frustrations, les humiliations du passé, les attentes, la colère et le lieu stratégique de la lutte contre le gouvernement : plus les ressources en charbon s'amenuisaient et plus le gouvernement était acculé. Les piquets de grève eurent un rôle déterminant dans l'explosion de violence et dans la rupture des codes de conduite car sur ce lieu de tensions extrêmes se multipliaient injures, agressions physiques et verbales, saccage de matériel. Les dirigeants du NUM ne cessaient d'appeler au calme et à l'apaisement mais dans *The Militancy of British Miners*, Vic Allen affirme que dans la mesure où les mineurs étaient déterminés à gagner, le recours à la violence était naturel et implicite¹⁹.

Les articles de presse prirent alors un ton radicalement différent. Tant que les mineurs étaient considérés comme une cause perdue d'avance, le ton à leur égard était empreint de bienveillance et de compassion. Dès qu'ils ont montré leur pugnacité et que leur mouvement est sorti du champ traditionnel de la grève pour prendre une tournure plus radicale et violente, le ton s'est fait sévère et critique, presque sentencieux. Dans le *Sunday Express*, Anne Edwards exprimait son mépris vis-à-vis de cette violence aveugle "*which excuses itself by claiming a cause*" mais qui était le fait, selon elle, d'hommes "*with no other purpose in mind*

¹⁸ Arthur Scargill, « The New Unionism », *New Left Review*, 92, Juillet/Août 1975, p. 13.

¹⁹ V. Allen, *Op. Cit.*, p. 194.

*than to bash, beat up, break, scar and smash just for the kicks of doing it.*²⁰» Le mot qui revient le plus souvent pour décrire les actions des mineurs est « ugly » : *The Observer* parlait de “*ugly industrial action*”²¹ et *The Times* décrivait des “*ugly scenes*.”²² Chaque jour les journaux décrivaient les affrontements sur les piquets de grève et l’escalade de la violence. Le 13 janvier, à Kincardine-on-Forth plusieurs hommes avaient été envoyés à l’hôpital après avoir été percutés par des camions qu’ils empêchaient de pénétrer sur le site²³. Au huitième jour de grève, le *Times* notait un regain de violence entre mineurs, policiers et chauffeurs de poids lourds, et trois mineurs avaient été sérieusement blessés dans le Derbyshire²⁴. Le 19 janvier 1972 dans le Nottinghamshire, un policier avait été écrasé contre le capot d’une voiture et un autre piétiné après être tombé à terre²⁵. Au siège du NCB, une cinquantaine de femmes furent prises à parti et molestées par un groupe de mineurs alors qu’elles tentaient de franchir les barrages installés par les grévistes pour rejoindre leurs bureaux²⁶. Enfin, le 3 février 1972, les affrontements prirent une tournure tragique avec la mort de Fred Matthews, un mineur écrasé par un camion qui tentait de sortir d’un dépôt de charbon²⁷.

Une nouvelle ère de contestation sociale semblait s’ouvrir reposant sur des codes de conduite extrêmes où se conjugaient brutalité et mépris de la loi. La presse observait un ensemble de comportements qui témoignaient du caractère radical et presque hors de contrôle de cette grève. Pour Edward Heath, ce conflit, et en particulier le rôle joué par les piquets de grève, représentait “*the most vivid, direct and terrifying challenge to the rule of law that I could ever recall emerging from within our own country.*”²⁸ Presse et hommes politiques dressaient le portrait de mineurs qui avaient perdu tout sens de l’éthique, mais c’est bien au contraire un sens aigu de la solidarité qui poussait les mineurs à s’unir contre toute provocation à leur égard et toute tentative de faire échouer leur mouvement. Hormis l’épisode des femmes prises à parti au siège du NCB, il s’agissait très rarement d’une violence gratuite ou d’une brutalité irréfléchie. Comme le rappelle Vic Allen, les cas de violence ont eu lieu lorsqu’il y eut tentative de forcer les barrages. Dans le secteur des transports, la concurrence était rude et certains chauffeurs étaient payés par leurs employeurs pour briser les barrages²⁹. Mais de

²⁰ *Sunday Express*, 6 février 1972.

²¹ *The Observer*, 13 février 1972.

²² *The Times*, 26 janvier 1972.

²³ *Ibid.*, 13 janvier 1972.

²⁴ *Ibid.*, 18 janvier 1972.

²⁵ *Ibid.*, 19 janvier 1972.

²⁶ *Ibid.*, 22 janvier 1972.

²⁷ *Ibid.*, 4 février 1972.

²⁸ Edward Heath, *The Course of My Life*, Londres, Hodder & Stoughton, 1998, p. 351.

²⁹ V. Allen, *Op. Cit.*, p. 194.

manière générale, ce mouvement a suscité un élan considérable de solidarité entre les différents syndicats et c'est un véritable réseau qui s'est mis en place entre ouvriers de différents secteurs.

Une autre cause de la violence inhabituelle qui caractérise ce conflit réside dans la conjoncture économique, politique et sociale du Royaume-Uni au début des années 1970. Ainsi peut-on aussi interpréter cette violence comme le résultat d'une détresse qui s'exprimait face à la peur d'une nouvelle société qui semblait se dessiner à travers l'attitude du gouvernement conservateur. La législation imposée à travers *l'Industrial Relations Act* sans aucune négociation préalable avec les syndicats et l'absence totale de dialogue pendant ce conflit étaient les signes patents d'une dégradation des relations entre gouvernement et syndicats qui s'est manifestée par une autre forme de dégradation, celle des codes du conflit industriel. Cette volonté de sortir du consensus rompait avec les traditions qui avaient été établies après la Seconde Guerre mondiale. Par conséquent la rupture de l'ordre social par les mineurs peut se comprendre comme un écho à la rupture du dialogue social par le gouvernement.

Il est à noter que durant tout le mois de janvier alors que les épisodes de violence se multipliaient sur les piquets de grève, le gouvernement préféra maintenir sa stratégie de non-intervention. Le gouvernement était prêt à tolérer un certain degré de violence tant que cette violence s'exprimait dans la majeure partie des cas entre ouvriers et ne menaçait pas directement l'Etat. Même la mort de Fred Matthews sur un piquet de grève ne fit pas réagir le gouvernement. En revanche la fermeture du dépôt de Saltley, dépôt hautement stratégique car le plus important des Midlands, sortit le gouvernement de sa torpeur et le décida à intervenir. Ainsi ce n'est pas la violence des piquets de grève qui fit réagir le gouvernement mais bien le défi représentée par la fermeture de Saltley à l'autorité de l'Etat et la peur d'une situation de guerre civile en cas de pénurie majeure de charbon.

La fermeture du dépôt de Saltley : défi ultime à l'autorité de l'Etat

Le blocage de Saltley commença le 3 février avec 400 grévistes ; une semaine plus tard c'est une marée humaine qui prenait possession des lieux. L'épisode de Saltley représente le point culminant de la grève de 1972 : plus de 15 000 grévistes vinrent apporter leur soutien aux mineurs et la fermeture pure et simple du dépôt fut exigée par le responsable de la police.

C'est ainsi que Saltley est entré dans l'histoire de la classe ouvrière comme un symbole de son pouvoir et de sa capacité à faire plier un gouvernement³⁰.

L'annonce de la fermeture du dépôt fut un choc pour le gouvernement. La veille, le 11 février, un état d'urgence avait été déclaré pour faire face à l'amenuisement des ressources en charbon. La fermeture d'un dépôt aussi important que celui de Saltley menaçait de plonger le pays dans une situation de grave pénurie. C'était en outre pour le gouvernement un véritable camouflet : Sir Derek Capper, directeur de la police, avait juré que le dépôt resterait ouvert. James Prior, à l'époque ministre de l'Agriculture, se remémore l'onde de choc qui parcourut les membres du gouvernement à l'annonce de la nouvelle. Dans *A Balance of Power*, il écrit: "*This unexpected turn of events had a profound effect on us.*"³¹ Il confia par la suite à Philip Whitehead que l'annonce fut dramatique pour le gouvernement³². La décision du chef de la police fut très mal accueillie par les membres du gouvernement qui l'accusaient d'avoir failli à son devoir et de ne pas avoir maintenu un passage comme il l'avait assuré. C'était aussi selon eux un très mauvais message qui était envoyé : la police avait cédé face à la menace du nombre et le gouvernement craignait que le recours à la violence collective devienne à présent la norme sur les piquets de grève³³.

Comme le note Michael Crick qui, dans sa biographie sur Arthur Scargill, consacre un chapitre important à l'épisode de Saltley, Derek Capper aurait pu mobiliser davantage de policiers que les 800 présents. Il aurait aussi pu utiliser du gaz lacrymogène ou des canons à eau pour disperser les manifestants, tout un arsenal était à sa disposition dont il n'a pas fait usage préférant fermer le site et disperser la foule. Arthur Scargill salue la décision de Capper et reconnaît que les conséquences d'une intervention de la police auraient été désastreuses, et n'aurait fait qu'envenimer une situation déjà très tendue.³⁴ Reginald Maudling, ministre de l'Intérieur à l'époque des faits, revient lui aussi sur cet épisode dans ses mémoires et se range du côté de Derek Capper :

"I am sure the decision he took was a wise one, because the number of strikers involved was so great, and feelings were running so high, that any attempt by the relatively small body of Police who could be assembled to keep the Depot open by force could have led to very grave consequences. Some of my colleagues asked me afterwards, why I had not sent

³⁰ Voir Michael Crick, *Scargill and the Miners*, Harmondsworth, Penguin Books, 1985, p. 60.

³¹ James Prior, *A Balance of Power*, Londres, Hamish Hamilton Ltd, 1986, p. 73.

³² P. Whitehead, *Op. Cit.*, p. 75.

³³ Voir Richard Clutterbuck, *Britain in Agony: The Growth of Political Violence*, Londres et Boston, Faber & Faber, 1978, p. 74.

³⁴ Cité dans M. Crick, *Op. Cit.*, p. 74.

*in troops to support the Police, and I remember asking them one simple question: 'If they had been sent in, should they have gone in with their rifles loaded or unloaded?'"*³⁵

Maudling évoque ici un point important : l'intervention de l'armée dans un conflit industriel. C'est le sujet du livre de Steve Peaks, *Troops in Strike*, qui rappelle que dans ce conflit le gouvernement n'eut jamais recours à l'armée³⁶. *Troops in Strike* ainsi que le livre de Keith Jeffery et Peter Hennessy, *States of Emergency*³⁷ s'interrogent sur l'absence d'intervention militaire dans ce conflit alors que le gouvernement eut recours à l'armée dans quatre autres conflits bien moins importants³⁸. Pour Jeffery et Hennessy, il ne fait aucun doute que c'est le soutien populaire dont les mineurs jouissaient qui a freiné le gouvernement³⁹. Pour Peaks, la raison principale est à trouver dans la personnalité de Heath très attaché à trouver une issue politique au conflit⁴⁰. L'hypothèse fut un temps envisagée avant d'être abandonnée par peur de la réaction populaire comme en atteste cette note du gouvernement :

*"The employment of troops in a miners' strike, however, would be liable to seriously exacerbate the situation and should be avoided if possible. In particular, if troops were used to move oil supplies, there would be a risk that tanker drivers might withdraw their labour completely, and this could lead to a shortage of petrol within a matter of days."*⁴¹

Il est à noter que le recours à l'armée ne fut envisagé que dans un cadre logistique et en aucun cas pour le maintien de l'ordre sur les sites. Trois opérations avaient été planifiées : opération "Cutter", opération "Arbiter" et enfin opération "Raglan". Toutes trois destinées à l'approvisionnement des centrales prévoyaient la réquisition de 750 000 militaires sur tout le territoire et 4000 tankers. La note précisait : *"In all these cases, the servicemen who would be unarmed would expect to be escorted by the police and would not use force to break through the pickets."*⁴² En réalité, ni la police ni le gouvernement n'ont cherché à alimenter la situation de crise en réprimant le conflit des mineurs par la force. Michael Crick cite dans son livre Ron Rigby, mineur présent à Saltley, qui explique combien l'atmosphère entre mineurs et policiers en 1972 était différente de 1984 : *"We had very good relations with the police. We met the*

³⁵ Reginald Maudling, *Memoirs*, Londres, Sidwick & Jackson, 1978, p. 160-1.

³⁶ Steve Peaks, *Troops in Strike: Military Intervention in Industrial Disputes*, Londres, Cobden Trust, 1984.

³⁷ Keith Jeffery et Peter Hennessy, *States of Emergency, Governments and Strikebreaking Since 1919*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1983.

³⁸ L'armée intervint dans les quatre conflits suivants : en 1970, lors de la grève des éboueurs de Tower Hamlets et la grève des heures supplémentaires des ouvriers de l'électricité ; en 1972, durant le conflit avec les dockers et enfin en 1973 lors de la grève des sapeurs pompiers de Glasgow. Voir S. Peaks, *Op. Cit.*, p. 111-2.

³⁹ K. Jeffery et P. Hennessy, *Op. Cit.*, p. 158.

⁴⁰ S. Peaks, *Op. Cit.*, p. 122.

⁴¹ National Archives, CAB 128/50: Miners' strike, 28 janvier 1972.

⁴² National Archives, PREM 15/985: Miners' dispute and pay claim, 17 février 1972.

*Chief Superintendent every day, and I told him where every picket was.*⁴³ C'est en effet ce qui ressort de la plupart des témoignages concernant Saltley. Les relations entre forces de police et mineurs étaient fondées davantage sur la coopération que sur la confrontation⁴⁴. Il y eut de la violence pendant ce conflit et des scènes d'affrontement très dures, mais dans la majorité des cas cette violence s'est jouée entre ouvriers et n'a pas été le résultat d'une répression policière. Si confrontation il y eut de la part du gouvernement, c'est en amont, dans les politiques mises en place et dans le ton utilisé à l'encontre des syndicats lors de la campagne électorale de 1970 et dans les premiers mois du gouvernement. Mais la réaction du gouvernement face à la violence de cette première grève des mineurs se résume en deux étapes : inaction et capitulation. Dès le lendemain de la fermeture de Saltley, le gouvernement nomma une commission d'enquête présidée par Lord Wilberforce, le même qui avait accordé une forte augmentation aux ouvriers de l'électricité, et le 18 février la commission annonça une hausse des salaires de 27% pour les mineurs, marquant ainsi la première victoire des mineurs sur le gouvernement.

Discours du désordre et théorie du complot : la paranoïa du gouvernement Heath

L'épisode de Saltley représente un moment clé dans ce conflit car il survint au cœur de l'hiver au moment où les réserves de charbon étaient déjà au plus bas et où le manque de ressources se faisait cruellement sentir. La peur de voir des scènes d'émeutes et de guérillas urbaines se répandre dans le pays devint une inquiétude majeure au sein du gouvernement et Edward Heath avoue dans son autobiographie : *"we were facing civil disorder on a massive scale.*⁴⁵" La fermeture de Saltley fut l'élément déclencheur d'une paranoïa collective qui saisit les fonctionnaires de Whitehall et que décrit Brendon Sewill, haut fonctionnaire au Ministère de l'Economie et proche de Heath :

*"The lights all went out and everybody said that the country would disintegrate in a week. All the civil servants rushed around saying, 'Perhaps we ought to activate the nuclear underground shelters and the centres of regional government, because there'll be no electricity and there'll be riots in the streets. The sewage will overflow and there'll be epidemics.*⁴⁶"

⁴³ Entretien cité dans M. Crick, *Op. Cit.*, p. 56.

⁴⁴ Il y eut tout de même sur le site de Saltley 180 blessés et 30 arrestations. Voir M. Crick, p. 61.

⁴⁵ E. Heath, *Op. Cit.*, p. 351.

⁴⁶ Propos recueillis dans P. Whitehead, *Op. Cit.*, p. 76.

Cette peur de voir le pays sombrer dans le chaos général⁴⁷ s'empara aussi du gouvernement qui céda à toutes les exigences des mineurs et dut abandonner sa politique de limite des hausses de salaires. La guerre promise par Lawrence Daly et Arthur Scargill se terminait dans l'humiliation pour le gouvernement et personne mieux que Douglas Hurd, secrétaire privé d'Edward Heath, ne décrit la débâcle subie par un gouvernement à bout de souffle : *“The Government is now wandering vainly over the battlefield looking for someone to surrender to – and being massacred all the time.”*⁴⁸

Cependant, cette propension qu'eurent soudain les responsables politiques conservateurs à dramatiser la situation et à envisager des scénarios apocalyptiques d'explosion sociale est le résultat selon Jim Philips d'une volonté politique de construire un discours articulé autour de l'idée du désordre public. Dans son article, *“The 1972 Miners' Strike, popular agency and industrial politics in Britain”*, il revient sur les événements de 1972 et soutient l'idée que malgré les incidents qui éclatèrent sur les piquets de grève, la Grande-Bretagne était loin de la situation de chaos décrite par les politiques. Mais l'avantage du discours du désordre est premièrement qu'il pouvait faire oublier la gestion désastreuse du conflit par le gouvernement et ensuite qu'il forgeait l'image de syndicats ultra-radicaux contre lesquels il fallait lutter pour préserver la cohésion de la nation⁴⁹.

Il faut noter qu'à aucun moment l'Etat n'a répondu par une surenchère de violence. Selon les auteurs de *Policing the Crisis*, la riposte principale de l'Etat a consisté à développer une théorie du complot : les faits de violence étaient l'œuvre de groupes politiques radicaux – à savoir les syndicats et a fortiori les plus à gauche – prêts à tout pour détruire *“the British way of life”*⁵⁰. C'est en effet le thème que l'on retrouve dans l'allocution télévisée d'Edward Heath du 27 février 1972 dans laquelle il déclarait que les comportements observés lors de ce conflit étaient contraires à ce qu'il appelait *“our traditional British way of doing things.”*⁵¹

Derrière ces propos se cache l'idée, solidement ancrée chez les conservateurs et chez Heath le premier, que des révolutionnaires communistes prenant modèle sur les Soviétiques fomentaient un renversement du pouvoir et préparaient une insurrection de la classe ouvrière.

⁴⁷ Brendon Sewill et Ralph Harris, *British Economic Policy, 1970-1974: Two Views on the Economy*, Londres, Institute of Economic Affairs, 1975, p. 63-4.

⁴⁸ Douglas Hurd, *An End to Promises, Sketch of a Government 1970-1974*, Londres, Collins, 1979, p. 103.

⁴⁹ Jim Philips, *“The 1972 Miners' Strike: popular agency and industrial politics in Britain”*, *Contemporary British History*, 20, 2006, p. 187-207. Voir également Tim Claydon, *“Tales of Disorder: The Press and the Narrative Construction of Industrial Relations in the British Motor Industry, 1950-79”*, *HSIR*, No. 9, Spring 2000, p.1-37.

⁵⁰ Stuart Ball, Chas Critcher, Tony Jefferson, John Clarke et Brian Roberts, *Policing the Crisis: Mugging, the State and Law and Order*, Londres, Palgrave, Macmillan, 1981, p. 309.

⁵¹ E. Heath, *Op. Cit.*, p. 351.

La peur du rouge « *the Red Scare* » était toujours très présente dans les années 1970 et à en croire Dominic Sandbrook il semble que le Premier ministre en soit venu à développer une véritable obsession des communistes. Il en parlait à tous ses homologues lors de sommets internationaux et affirmait que la grève était orchestrée depuis King Street (siège du Parti communiste à Londres) et que la révolte du prolétariat contre les classes dirigeantes était imminente⁵². Scargill n'a jamais caché qu'il s'agissait avant tout pour lui d'une guerre idéologique et que toute lutte sociale était aussi une lutte politique. Dans son interview à *New Left Review*, Scargill inscrit son combat pour la hausse des salaires dans une démarche bien plus grande de lutte des classes et affirme : *"I will never accept that it is anything else because it is a class battle, it is a class war."*⁵³

L'angle d'attaque qui consistait à stigmatiser les mineurs et à les présenter comme de dangereux citoyens à la solde du pouvoir soviétique fut également utilisée lors de la seconde grève des mineurs en 1974. Le Parti conservateur pensait pouvoir exploiter cette peur à des fins électorales, imaginant que la désignation d'un ennemi commun unirait le pays derrière lui. Il n'en fut rien. Si la grève de 1974, en termes de violence, fut bien moins dure que 1972, en termes d'intensité dramatique, elle surpasse de loin la grève de 1972 dans la mesure où elle mena directement à la chute du gouvernement Heath

Le conflit de 1974 : la chute du gouvernement Heath

Depuis plusieurs mois, les appels lancés par Daly et Scargill à réitérer l'exploit de 1972 et exiger de nouvelles hausses de salaire se multipliaient. Le scénario tant redouté par les conservateurs d'une seconde confrontation avec les mineurs se confirma le 12 novembre 1973 lorsque les mineurs annoncèrent une grève des heures supplémentaires. Dès le lendemain, le gouvernement mit en place un état d'urgence, le cinquième en moins de quatre ans, qui instaurait une semaine de trois jours et des restrictions très sévères en matière de consommation d'électricité. Le pays fut alors littéralement plongé dans le noir, une situation éminemment symbolique à un moment où les perspectives économiques étaient toutes plus pessimistes les unes que les autres et où le pays devait faire face à de multiples troubles : l'envolée du prix du pétrole suite à la guerre du Kippour, la négociation des accords de Sunningdale en Irlande du Nord et les attentats terroristes perpétrés par l'IRA en plein cœur de la Grande-Bretagne. Beaucoup avaient le sentiment de replonger dans les heures les plus sombres de la Seconde Guerre mondiale et ce parallèle fut aussi exploité par le gouvernement.

⁵² Voir Dominic Sandbrook, *State of Emergency, The Way We Were: Britain 1970-1974*, Londres, Allan Lane, 2010, p. 132.

⁵³ A. Scargill, "The New Unionism", p. 16.

La semaine de trois jours posait les conditions d'une situation de crise et selon Dominic Sandbrook le but officieux était de mobiliser la population britannique derrière la figure churchillienne d'un leader courageux et rassembleur, en l'occurrence Edward Heath, seul capable de protéger la population de la menace du chaos⁵⁴.

Des négociations commencèrent dès le mois de novembre entre le gouvernement, les responsables du NUM et du TUC mais n'aboutirent à aucun compromis. Il fut donc décidé au début du mois de février qu'une élection aurait lieu à la fin du mois pour trouver une sortie à la crise. Edward Heath s'est toujours défendu d'avoir utilisé le thème de la grève des mineurs comme argument électoral et d'avoir cherché à diviser la nation⁵⁵. Pourtant, une sous-partie du manifeste conservateur *Firm Action for a Fair Britain* s'intitulait 'The Danger From Within' et consacrait plusieurs paragraphes à l'impact nocif des deux grèves successives sur l'économie du pays⁵⁶. Par ailleurs, il évoque dans son autobiographie le caractère fondamentalement antibritannique des leaders de la grève qui selon lui "*ultimately intended to undermine the structure and way of life of British society.*"⁵⁷ Le 9 février 1974, il appelait ses compatriotes à suivre "*the true and familiar voice of Britain – the voice of moderation and courage.*"⁵⁸ Sa déclaration suggère une dichotomie entre la vraie et la fausse voix britannique, entre l'authentique et l'étrangère. Ce rôle de l'autre, avec sa dimension subversive et perturbatrice, traditionnellement occupé par l'immigré était cette fois-ci occupé par l'ouvrier britannique mais avait la même fonction d'exclusion et de stigmatisation. Les mineurs étaient peints sous les traits d'idéologues motivés par la seule victoire de leur combat idéologique mais qui n'avaient aucun respect pour leur pays et aucun patriotisme.⁵⁹ Heath accentuait cette image en rappelant constamment l'intérêt supérieur de la nation, en appelant au patriotisme de chacun comme argument pour mettre fin à la grève.

Ainsi, les deux camps ont utilisé des mêmes ressorts de division – eux contre nous – mais ce qui est toléré de la part de syndicats l'est moins de la part d'un gouvernement dont le rôle est de fédérer la nation. Ronald McIntosh rappelle par ailleurs dans *Challenge to Democracy* que quoiqu'on puisse penser de Mick McGahey ou d'Arthur Scargill, "*the 81 per cent of miners*

⁵⁴ D. Sandbrook, *Op. Cit.*, p. 600.

⁵⁵ "The election campaign [...] was bound to be sharp and strident despite my own intention of making it as non-divisive as possible." E. Heath, *Op. Cit.*, p. 511.

⁵⁶ Conservative Party Archives, PUB 156/2: Conservative Party Manifesto 1974, *Firm Action For A Fair Britain*.

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ *Ibid.*

⁵⁹ Ce discours n'eut cependant aucun impact sur la population qui gardait bien présent à l'esprit le souvenir du comportement exemplaire de la classe ouvrière pendant la Seconde Guerre mondiale.

*who voted to support their executive are our fellow citizens not foreign enemies.*⁶⁰” Etant donné la popularité des mineurs auprès de la population britannique, la remarque de McIntosh fait certainement écho aux convictions intimes des électeurs britanniques qui ne renouvelèrent pas leur confiance à Edward Heath. Aucune majorité claire ne se dégagait à l’issue du vote mais avec quelques sièges d’avance, c’est le Parti travailliste d’Harold Wilson qui revint au pouvoir⁶¹.

Les mineurs étaient victorieux : non seulement leurs revendications étaient entièrement satisfaites mais ils retrouvaient un gouvernement travailliste avec qui ils collaboraient sans difficulté. Leur pouvoir et leur influence semblaient immenses, sans limites. Mais chacun était conscient qu’une certaine idée de l’autorité de l’Etat venait de s’éroder dans la résolution de ce second conflit.

ANARCHIE ET VIOLENCE : LES NOUVELLES REGLES DU CONFLIT SOCIAL ?

Dans *Britain in Agony*, Richard Clutterbuck pose un certain nombre de questions sur la manière dont la société britannique avait de plus en plus recours à la violence :

*“Is our tradition of minimum force and non-violence in resolving our social and political problems breaking down? Is respect for the rule of law declining? [...] Have we become more vulnerable to the use of violence or disruption – or the threat of it – as a means of bringing about change?”*⁶²

Incontestablement, les deux conflits successifs avec les mineurs invitaient à s’interroger sur le rapport à l’autorité de l’Etat, sur le respect des lois dans une société démocratique et sur l’exploitation de la violence dans les conflits sociaux. Le sentiment que le Royaume-Uni était en proie à des pulsions anarchiques provoquait un réel malaise dans la société britannique. La classe politique avait le sentiment réel et justifié que cette nouvelle décennie était caractérisée par une violence organisée par des groupes d’opposition et que le pouvoir en place en était la première cible. En l’espace d’à peine deux ans, le Royaume-Uni avait connu des événements auxquels il était peu habitué : une succession de conflits sociaux plus ou moins violents, cinq d’états d’urgence, des attentats terroristes.

⁶⁰ Ronald McIntosh, *Challenge to Democracy: Politics, Trade Union Power and Economic Failure in the 1970s*, Londres, Politico’s, 2006, p. 79.

⁶¹ Les travaillistes obtinrent 301 sièges, les conservateurs 297 et les libéraux 14. Voir D. Sandbrook, *Op. Cit.*, p. 635.

⁶² R. Clutterbuck, *Op. Cit.*, p. 21-2.

Plusieurs ouvrages se penchent sur cette question de la violence sociale au Royaume-Uni : *The Seventies Unplugged, A Kaleidoscopic Look At A Violent Decade*⁶³, de Gerard De Groot, *Britain in Agony, The Growth of Political Violence* de Richard Clutterbuck, et *Policing the Crisis* de Stuart Hall. Richard Clutterbuck estime que les années 1970 furent du point de vue britannique des années d'une exceptionnelle violence politique avec deux confrontations majeures : les conflits entre Heath et les mineurs ainsi que l'hiver du mécontentement sous James Callaghan⁶⁴. Les auteurs de *Policing the Crisis* quant à eux situent le pic de cette explosion de violence à l'année 1972, une année où la société britannique se fracture et se fragmente pour sombrer dans un état de conflit permanent et de quasi-insurrection⁶⁵.

Car il faut noter qu'au moment où les mineurs s'affrontaient sur les piquets de grève, une autre violence, celle-ci bien plus dramatique et meurtrière, s'abattait sur l'Irlande du Nord. Le 30 janvier 1972, la tragédie de *Bloody Sunday* faisait 14 morts et allait déclencher une vague d'attentats sur le sol britannique. Le gouvernement s'est en fait laissé envahir par la hantise que ne se reproduise sur le territoire national une situation d'insurrection identique à celle de l'Irlande du Nord. Les mineurs n'étaient en rien comparables aux terroristes de l'IRA mais la concomitance des conflits a brouillé les frontières et a contribué à forger l'idée d'une nouvelle pratique de la violence contestataire. C'est pourquoi 1972 représente véritablement un basculement de la société britannique. Une société britannique souvent décrite comme ordonnée et stable, diplomate et courtoise, raffinée et élégante était soudain au bord de l'explosion et de la désintégration nationale.

De plus en plus d'articles de presse étaient consacrés à ce sujet. Au mois de juillet 1972, suite au conflit avec les mineurs et avec les dockers, Angus Maude, membre du Parti conservateur, écrivait un article dans le *Sunday Express* intitulé 'Now Anarchy has shown its face' dans lequel il affirmait que le pays traversait une crise de fond qui menaçait tous les fondements de la société britannique et qui pouvait mener à la chute de la démocratie britannique. Il considérait que la crise majeure à laquelle était confronté le Royaume-Uni n'était ni une crise politique ni une crise sociale mais bel et bien une crise d'autorité, à savoir "*whether this country is to live by law or by the brute force of anarchy.*"⁶⁶ Pour le *Times*, cette violence incessante était le signe d'une crise de civilisation qui voyait la victoire de la barbarie sur le

⁶³ Gerard DeGroot, *The Seventies Unplugged, A Kaleidoscopic Look At A Violent Decade*, Londres et Basingstoke, Macmillan, 2010.

⁶⁴ R. Clutterbuck, *Op. Cit.*, p. 19

⁶⁵ S. Ball, C. Critcher, T. Jefferson, J. Clarke et B. Roberts, *Op. Cit.*, p. 293.

⁶⁶ Angus Maude, "Now Anarchy Has Shown Its Face", *Sunday Express*, 30 juillet 1972.

progrès⁶⁷. Une note d'archives provenant du cabinet de Heath datée du 23 février 1972 déclarait : *“the use of violence to achieve social and political ends must increase as society becomes more complex, the vulnerable areas become more numerous, the methods of attack more sophisticated.”*⁶⁸

Les débats au Parlement témoignent de cette crainte généralisée que tout mouvement social s'accompagne d'une situation d'extrême tension et d'une violence organisée destinée à perturber le pouvoir. Cette crainte donnait lieu aux hypothèses les plus noires, la plus courante étant que le Royaume-Uni succomberait à l'extrémisme politique et verrait l'avènement d'un gouvernement autoritaire. Dominic Sandbrook rappelle combien les parallèles avec l'Allemagne de l'entre-deux-guerres étaient fréquents à l'époque. La montée du fascisme en Europe dans les années 30 résonnait comme un parallèle troublant et inquiétant avec la situation que vivait le Royaume-Uni dont l'inflation galopante et le chômage de masse rappelaient les maux de la République de Weimar⁶⁹. L'hypothèse était prise très au sérieux, Ronald McIntosh, directeur à l'époque du NEDC (*National Economic Development Council*), recueillait les craintes d'éminents observateurs tous convaincus d'une chute prochaine de la démocratie britannique. Fredy Fisher, rédacteur du *Financial Times*, lui confiait : *“there is a real risk of a right-wing authoritarian government next year.”*⁷⁰ Oliver McGregor, conseiller sociologique au NEDC, quant à lui déclarait : *“there is a real risk that political democracy will not survive in Britain.”*⁷¹

Jamais le Royaume-Uni ne sombra dans une situation politique équivalente à celle de l'Allemagne des années 1930 et jamais la démocratie ne fut réellement menacée, la peur cependant était réelle. Signe de cette inquiétude, pour tenter de se préparer et de parer à cette nouvelle forme de violence politique, le gouvernement Heath créa en 1972, juste après la fin de la grève des mineurs, le *“contingency emergency planning”*, sorte de cellule secrète composée de ministres et de hauts fonctionnaires de Whitehall (son existence ne fut révélée que dix ans plus tard) dont le but était de prévenir et contrer une révolte de la classe ouvrière⁷². Heath demanda également aux services secrets de mener une enquête sur le rôle des « organisations subversives » dans le pays⁷³. La menace était clairement identifiée comme provenant de la classe ouvrière dont le potentiel subversif et destructeur était redouté. C'est

⁶⁷ *The Times*, 13 février 1974.

⁶⁸ National Archives, PREM 15/986: Discussion, 10 Downing Street, 23 février 1972.

⁶⁹ D. Sandbrook, *Op. Cit.*, p. 594.

⁷⁰ R. McIntosh, *Op. Cit.*, p. 24.

⁷¹ *Ibid.*, p. 61.

⁷² S. Peak, *Op. Cit.*, p. 66.

⁷³ J. Philips, *Op. Cit.*, p. 23.

pour cette raison qu'en 1974 la réaction du gouvernement s'opéra sur un mode radicalement différent du conflit de 1972. L'attentisme et l'impuissance de 1972 cédèrent leur place à une véritable démonstration de force et d'autorité gouvernementale.

La démonstration de force la plus impressionnante eut lieu au début du mois de janvier 1974. Le gouvernement envoya à l'aéroport d'Heathrow des véhicules de l'armée censés contrer une menace terroriste. Les images choc de ce déploiement de force martiale renforçaient l'impression d'un pays en guerre et le gouvernement se justifia en expliquant que des rebelles palestiniens avaient l'intention de s'en prendre à un avion. Pour le *Guardian*, cette démonstration de force était davantage un exercice de relations publiques destiné à accoutumer la population au déploiement de troupes dans les villes⁷⁴. C'était aussi une démonstration de force à l'intention des mineurs, une sorte de parade suggérant la possibilité d'une intervention militaire dans le conflit industriel. Le recours à l'armée fut sérieusement envisagé selon le *Guardian* qui révéla en 1980 que des officiers avaient planifié une intervention militaire dans le but notamment d'arrêter Mick McGahey⁷⁵. L'esprit guerrier n'était plus du seul apanage des militants syndicalistes, le gouvernement à son tour rentrait dans cette logique pour accroître le sentiment de tension et souligner le caractère dangereux et menaçant des mineurs.

Pourtant Heath n'était pas un homme de confrontation. Heath était un homme de raison et de modération qui est resté obstinément attaché à la notion de mandat et de souveraineté de la loi. Mais c'est justement là le cœur du problème selon Michael Moran qui dans *The Politics of Industrial Relations* explique que l'échec du gouvernement Heath réside dans son incapacité à accepter et à gérer l'existence d'une tension entre deux forces conflictuelles. Moran décrit les vicissitudes du gouvernement Heath comme le résultat d'une tension entre deux systèmes de représentation : le système de représentation parlementaire – traditionnel – auquel est venu s'ajouter – voire se supplanter – ce que Moran appelle '*the functional representation*', c'est-à-dire les groupes de pression et corporatismes⁷⁶. Heath et son gouvernement ont assis leur pouvoir sur l'idée du mandat électoral et de la souveraineté du Parlement, deux arguments qui perdaient tout écho chez des syndicats en situation de défiance permanente des lois et de l'autorité du gouvernement. Heath et son gouvernement voulaient changer de culture politique par la loi mais ils ont été rattrapés par une culture syndicale déterminée à radicaliser ses actions contre le pouvoir en place.

⁷⁴ *The Guardian*, 8 janvier 1974.

⁷⁵ *Ibid.*, 5 mars 1980.

⁷⁶ M. Moran, *Op. Cit.*, p. 156.

CONCLUSION

La victoire de 1972 et la chute du gouvernement Heath en 1974 firent des mineurs les nouveaux héros de la classe ouvrière. Toutes leurs revendications avaient été satisfaites bien au-delà de leurs espérances. Rien ne leur avait résisté, pas même un gouvernement. Mais l'histoire de ces deux victoires successives repose sur une contestation dure et radicale où l'usage de la violence était justifié comme unique gage de réussite. Le premier conflit des mineurs en 1972 ouvra ainsi un nouveau chapitre de l'histoire sociale et politique du Royaume-Uni : la violence faisait désormais partie intégrante du conflit social et toute revendication s'accompagnait d'une confrontation dure avec le gouvernement. Cette radicalisation des conflits industriels prend racine dans un complexe mélange d'anxiété, de colère, de frustrations mais aussi dans une prise de conscience que la classe politique s'était elle aussi radicalisée et que les piliers du consensus d'après-guerre devenaient de plus en plus fragiles. L'image d'un gouvernement froid, agressif et intransigeant véhiculée par la campagne de 1970 avait marqué les esprits et immédiatement établi une stratégie d'opposition entre le pouvoir et le monde syndical. Pourtant, ces deux conflits ont mis en lumière le peu de consistance de cette image d'autorité. Les discours agressifs n'étaient que pure rhétorique et les démonstrations de force de vaines tentatives d'imposer une autorité de façade. Edward Heath n'était ni un homme d'autorité, ni un homme de confrontation. Heath était par-dessus tout un conservateur « *One Nation* » qui n'envisageait pas de répondre à la violence par une surenchère de violence et qui n'envisageait pas que l'Etat puisse être un des protagonistes de la violence qui se propageait dans le pays. Sa réaction offre un contraste saisissant avec la dureté de celle qui lui succéda un an plus tard à la tête du Parti conservateur et qui dix ans après fut confrontée à la même situation. La répression brutale que Margaret Thatcher infligea aux mineurs invite naturellement à poser un regard plus bienveillant sur l'attitude de Heath. Accusé de faiblesse, d'impréparation et d'incompétence, Edward Heath apparaît surtout à travers ces conflits comme un homme démuni face aux tourments et aux angoisses d'une société britannique en pleine crise sociale, économique et morale. Heath était un homme de raison et de modération qui ne pouvait considérer la violence comme un mode d'action. La réaction confuse et contradictoire du gouvernement témoigne de cette incapacité à intégrer et à gérer les nouveaux modèles de comportements sociétaux. Heath avait tenté de renouer le dialogue et de rétablir des négociations avec les syndicats, mais l'époque n'était plus au dialogue, l'époque était à l'affrontement, dur, âpre et brutal. Heath eut bien du mal à le comprendre, Margaret Thatcher elle le comprit immédiatement.

BIBLIOGRAPHIE

- **Sources primaires**

- Archives nationales britanniques (Public Record Office, Kew)

CAB 128/49 : Miners' strike, 2 décembre 1971

CAB 128/50: Miners' strike, 18 janvier 1972

PREM 15/967: record of the Prime Minister's meeting with Victor Feather, 15 février 1972.

PREM 15/985: Miners' dispute and pay claim, 17 février 1972

PREM 15/986: Discussion, 10 Downing Street, 23 février 1972

- Archives du Parti conservateur

PUB 156/2: Conservative Party Manifesto 1974, *Firm Action For A Fair Britain*

- Articles de revue

Arthur Scargill, "The New Unionism", *New Left Review*, 92, Juillet/Août 1975

- Article de presse

The Economist, 8 janvier 1972

The Guardian, 8 janvier 1974

_____, 5 mars 1980

The Observer, 13 février 1972

Sunday Express, 6 février 1972

_____, 30 juillet 1972

The Times, 6 janvier 1972

_____, 13 janvier 1972

_____, 18 janvier 1972

_____, 19 janvier 1972

_____, 22 janvier 1972

_____, 26 janvier 1972

_____, 4 février 1972

_____, 13 février 1974

- **Sources secondaires**

- Chapitre tiré d'un ouvrage

Tim Claydon, "Tales of Disorder: The Press and the Narrative Construction of Industrial Relations in the British Motor Industry, 1950-79", *HSIR*, No. 9, Spring 2000, p.1-37.

Jim Philips, "The 1972 Miners' Strike: popular agency and industrial politics in Britain", *Contemporary British History*, 20, 2006, p. 187-207.

- Ouvrages

William Ashworth et Mark G. Pegg, *The History of the British Coal Industry, vol. 5: 1946-1982, the Nationalized Industry*, Oxford, Clarendon Press, 1986

Stuart Ball, Chas Critcher, Tony Jefferson, John Clarke et Brian Roberts, *Policing the Crisis: Mugging, the State and Law and Order*, Londres, Palgrave, Macmillan, 1981

John Campbell, *Edward Heath, A Biography*, Londres, Pimlico, 1993

Richard Clutterbuck, *Britain in Agony: The Growth of Political Violence*, Londres et Boston, Faber & Faber, 1978

Michael Crick, *Scargill and the Miners*, Harmondsworth, Penguin Books, 1985

Gerard DeGroot, *The Seventies Unplugged, A Kaleidoscopic Look At A Violent Decade*, Londres et Basingstoke, Macmillan, 2010

Edward Heath, *The Course of My Life*, Londres, Hodder & Stoughton, 1998

Douglas Hurd, *An End to Promises, Sketch of a Government 1970-1974*, Londres, Collins, 1979

Keith Jeffery et Peter Hennessy, *States of Emergency, Governments and Strikebreaking Since 1919*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1983

Keith Laybourn, *The General Strike of 1926*, Manchester, Manchester University Press, 1993

_____, *The General Strike Day by Day*, Stroud, A. Sutton, 1996

Reginald Maudling, *Memoirs*, Londres, Sidwick & Jackson, 1978

Ronald McIntosh, *Challenge to Democracy: Politics, Trade Union Power and Economic Failure in the 1970s*, Londres, Politico's, 2006

Stephen Milligan, *The New Barons, Union Power in the 1970s*, Londres, Temple Smith, 1976

Michael Moran, *The Politics of Industrial Relations: The Origins, Life and Death of the 1971 Industrial Relations Act*, Londres et Basingstoke, Macmillan, 1977

Malcolm Pitt, *The World On Our Backs. The Kent Miners and the 1972 Miners' Strike*, Londres, Lawrence & Wishart, 1979

Steve Peaks, *Troops in Strike: Military Intervention in Industrial Disputes*, Londres, Cobden Trust, 1984

James Prior, *A Balance of Power*, Londres, Hamish Hamilton Ltd, 1986

Dominic Sandbrook, *State of Emergency, The Way We Were: Britain 1970-1974*, Londres, Allan Lane, 2010

Brendon Sewill et Ralph Harris, *British Economic Policy, 1970-1974: Two Views on the Economy*, Londres, Institute of Economic Affairs, 1975

Andrew Taylor, *The NUM and British Politics, vol. 2, 1969-1995*, Aldershot, Ashgate, 2005

Robert Taylor, *The Fifth Estate: Britain's Unions in the Seventies*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1978.

Philip Whitehead, *The Writing on the Wall: Britain in the Seventies*, Londres, Joseph, 1985